20210607_DL_20

OBJET : Première demande
auprès de l'ARCEP pour le
statut de « zone fibrée »

Date de convocation :

31 mai 2021

Date de séance :

7 juin 2021

Date d'affichage :

28 juin 2021

Membres en exercice : 46

Membres présents : 16

Membres votants : 29

*Séance en présentiel et
visioconférence*

*Règles de fonctionnement selon
l'ordonnance du 1^{er} avril 2020
et sa prolongation au 30
septembre 2021 par la loi
n°2021-689 du 31 mai 2021*

ABSENTS : cf. PVS

Adoptée à l'unanimité

**Jours et heures d'ouverture du
syndicat mixte :**

Du lundi au vendredi

de 9h00 à 12h30

et de 14h00 à 17h30

L'an deux mille vingt et un, le 7 juin à 17 heures, le conseil syndical, convoqué, s'est réuni sous la présidence de M. Philippe VARLET, Président.

Etaient présents : BLONDELLE Jean-Marie, BODIOU Thierry, DEBEUGNY François, DECLE Paul-Éric, DELETRE Margaux, DEMARCY Denis, FOURNIER Jean-Michel, GORRIEZ Jean, LEBRUN Christian, LEFEBVRE Julien, MAROTTE Philippe, MASSET Jacques, PARSIS Laurent, PAYEN Dominique, ROY Mathilde.

Secrétaire de séance : Laurent PARSIS

Pouvoirs : Olivier JARDE à Margaux DELETRE
James HECQUET à François DEBEUGNY
Jean-Luc WALIGORA à Julien LEFEBVRE
Anna-Maria LEMAIRE à Jean-Michel FOURNIER
Patricia POUPART à Laurent PARSIS
Fabrice FRION à Denis DEMARCY
Joël BEAUMONT à Philippe MAROTTE
Isabelle DE WAZIERS à Jean-Marie BLONDELLE
Jean-Philippe DELFOSSE à Jean-Dominique PAYEN
Stéphane DECAEUX à Philippe VARLET
Jacky THUEUX à Jean GORRIEZ
Arnaud DE MONCLIN à Jacques MASSET
Alain GEST à Paul-Eric DECLE

Le statut de zone fibrée doit permettre de qualifier les territoires où le réseau de fibre jusqu'à l'abonné (FTTH) remplit les prérequis nécessaires à une migration de masse afin de déclencher sur ces territoires des mesures incitant à cette migration. La mise en place du statut consacre ainsi une première étape de la transition vers le très haut débit.

Monsieur le Président présente au Comité syndical les conditions d'éligibilité au statut de zone fibrée, pour accélérer la migration vers la fibre ;

- ✓ Le réseau FttH doit être complet, c'est-à-dire que l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel de la commune doivent être raccordables, ou éventuellement raccordables sur demande pour une part limitée.
- ✓ Chaque logement ou local à usage professionnel doit être éligible à au moins une offre FttH de détail.
- ✓ Les opérateurs commerciaux doivent avoir accès sur le marché de gros à une option de qualité de service améliorée sur fibre passive, comprenant une garantie de temps de rétablissement inférieure ou égale à 10 heures ouvrées.

Sur le périmètre du réseau d'initiative publique construit sur le territoire de compétence du syndicat mixte Somme Numérique, ces conditions d'éligibilité sont réunies pour 46 communes.

Le Président présente également les obligations qui s'imposent au syndicat mixte porteur du Réseau d'Initiative Publique et à son délégataire :

- Maintien de la complétude : l'attributaire doit s'assurer que tout nouveau logement ou local à usage professionnel de la zone fibrée est rendu raccordable dans un délai de 6 mois, de même que tout local raccordable sur demande.

- Maintien de l'éligibilité : l'attributaire doit s'assurer dans le temps que l'ensemble des logements et locaux à usage professionnel sont éligibles à au moins une offre FttH de détail.
- Fourniture d'indicateurs sur la qualité de l'exploitation du réseau.

Envoyé en préfecture le 25/06/2021
Reçu en préfecture le 25/06/2021
Affiché le
ID : 080-258004365-20210607-210607_CS_DEL20-DE

LE COMITE SYNDICAL

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la sollicitation de statut de « zone fibrée » auprès de l'ARCEP, pour les 46 communes qui répondent aux critères d'éligibilité et dont la liste est jointe à la présente délibération.

HABILITE le président à signer tout document permettant le dépôt et l'instruction de cette demande.